



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE NEW DELHI

N°30 – Du 15 septembre au 21 septembre 2023

En bref

Afghanistan : Un cabinet d'audit engagé par les Etats-Unis pour examiner la Da Afghanistan Bank. Subvention de 400 MUSD de la Banque asiatique de développement (BAsD) pour soutenir les populations vulnérables.

Bangladesh : Prêt de 102 MUSD de la Banque Mondiale pour la résilience de la rivière Jamuna. La dette des entreprises publiques envers Petrobangla atteint près d'1 Md USD. Le ministère de l'alimentation achète 300.000 tonnes de blé à la Russie. Plusieurs pays évoquent une prolongation de l'accès sans droits de douane à leur marché.

Bhoutan : Le secteur privé, axe prioritaire du développement du Bhoutan.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques*: Légère diminution de l'inflation des prix de détail en août. Rapport de la RBI : l'économie indienne se renforce. *Politique commerciale*: Solaire : l'Inde veut son indépendance.

Maldives : La compagnie aérienne nationale des Maldives, Maldivian Airlines, et la société ATR, ont signé une commande ferme de deux ATR 42-600.

Népal : État des lieux macroéconomique pour le premier mois de l'année budgétaire en cours.

Pakistan : Révue à la baisse des prévisions de croissance du Pakistan pour 2023/2024 par la Banque Asiatique de Développement (BAsD). Selon le Systemic Risk Survey (SRS) de la Banque centrale (SBP-State Bank of Pakistan), les indicateurs bancaires s'améliorent. L'indice LSMI des grandes industries manufacturières en voie de rétablissement. La privatisation d'une partie du capital de la PIA - Pakistan International Airlines ne devrait pas voir le jour avant plusieurs mois. Les importations contenues grâce aux bons résultats de la récolte de coton.

Sri Lanka : L'indice PMI manufacturier a enregistré une valeur de 49,3 en août 2023, se rapprochant ainsi du seuil de neutralité. Fitch Ratings a abaissé la note de la dette sri lankaise en monnaie locale à long terme de "C" à "RD" (Restricted Default).

Afghanistan

Un cabinet d'audit engagé par les Etats-Unis pour examiner la Da Afghanistan Bank

Shah Mohammad Mehrabi, ancien membre du Conseil suprême de la Banque centrale et membre du conseil d'administration du Fonds fiduciaire afghan en Suisse, a récemment révélé que les États-Unis avaient chargé un cabinet d'audit de procéder à une évaluation complète de la Da Afghanistan Bank (DAB), la banque centrale du pays, afin de vérifier que la Banque était conforme aux conditions spécifiques en matière de contrôle de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LBC/FT). Toutefois, à ce stade, les résultats de l'audit n'ont pas modifié la perception du Trésor américain quant aux pratiques de conformité de la banque, et ne laissent donc pas présager le retour des réserves en Afghanistan.

M. Mehrabi préconise d'ailleurs le retour de ces dernières à la Banque centrale afghane en soulignant leur importance en matière de stabilité de la devise et des prix dans le pays. Il appelle également à un engagement actif de la Banque centrale afghane et du Trésor pour reconstruire la confiance, et suggère d'autoriser la libération d'un premier montant de réserves afin d'évaluer son utilisation.

Il a également indiqué que le Fonds fiduciaire afghan, dans lequel ont été placés les quelque 3,5 Mds USD d'actifs de la Banque, a accumulé un montant conséquent de 140 MUSD d'intérêts.

En outre, M. Mehrabi a précisé que la Da Afghanistan Bank a commencé à interdire l'utilisation de devises étrangères pour les transactions nationales et a déclaré son intention de s'orienter essentiellement vers des transactions en afghani dans un délai de deux mois.

Subvention de 400 MUSD de la Banque asiatique de développement (BASD) pour soutenir les populations vulnérables

La BASD a approuvé une subvention d'un montant de 400 MUSD pour venir en aide aux

populations afghanes vulnérables, en particulier les femmes et les filles, et atténuer les effets de la crise humanitaire. En effet, les perspectives économiques se sont considérablement assombries avec la suspension quasi-complète de l'aide humanitaire consécutive à l'arrivée au pouvoir des Talibans en août 2021. A ce jour, 85% de la population vit sous le seuil de pauvreté et 24 millions d'afghans sont exposés à l'insécurité alimentaire.

Ces fonds, acheminés par l'intermédiaire des Nations unies, permettront de répondre aux besoins alimentaires d'urgence, de stimuler la production alimentaire nationale et de fournir des services de santé de base. Une enveloppe de 100 MUSD sera allouée au Programme alimentaire mondial (PAM) afin d'aider les personnes souffrant d'insécurité alimentaire, 100 MUSD pour l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) afin de soutenir la production agricole, et 200 MUSD pour le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) pour le soutien à la fourniture de services de santé publique de base.

La subvention présente fait suite à une première enveloppe de subvention octroyée en janvier 2022 d'un montant de 405 MUSD, et vise à aider plus de 2,1 millions de personnes. Par ailleurs, l'Union européenne fournit également une aide de 140 MEUR. Les organisations des Nations unies entreprendront et mettront en œuvre les activités proposées au cours de la période 2023-2025 en-dehors du budget de l'administration talibane. L'allocation directe aux populations bénéficiaires, sans que les fonds ne soient détournés par les autorités talibanes, représente un véritable défi.

Bangladesh

Prêt de 102 MUSD de la Banque Mondiale pour la résilience de la rivière Jamuna

Le conseil d'administration de la Banque Mondiale vient de valider un prêt de 102 MUSD pour la résilience de la rivière Jamuna. Ce projet est le premier d'une série de trois projets qui, sur une période de 14 ans, visent à améliorer la

résilience de la rivière Jamuna, l'une des trois principales rivières du Bangladesh.

Ce premier projet vise à améliorer les capacités physiques et institutionnelles pour la navigation et la gestion des inondations sur le bassin de la Jamuna. Le projet se décompose en 3 composantes : limiter l'érosion des berges et les inondations, développer les voies navigables, soutien financier des communautés (système d'assurance pour les populations vulnérables en cas d'inondations).

Ce projet est au cœur du Bangladesh Delta Plan 2100 (BDP2100). Ce programme d'investissements est évalué à 37 Mds USD pour la 1ère phase devant s'achever en 2031 et, ciblé autour du Delta du Bengale, il devrait permettre au pays d'affronter les enjeux climatiques, de sécurité alimentaire et d'accès à l'eau potable.

La dette des entreprises publiques envers Petrobangla atteint près d'1 Mds USD

Les centrales électriques et les usines d'engrais publiques ont cessé de payer la totalité de leurs factures de gaz auprès de Petrobangla depuis plusieurs mois, pour un montant d'environ 100 Mds Tk soit 930 MUSD.

Cette situation intervient depuis l'augmentation de 5 Tk/m³ à 14 Tk/m³ (+180%) du prix du gaz pour les centrales électriques décrété par le gouvernement en janvier 2023. Ce prix reste bien inférieur par rapport au prix de vente aux industries (30Tk). La plupart des centrales à gaz publiques continue à payer au prix initial, résultant à une dette cumulée de 85 Mds Tk en huit mois.

De la même façon, la dette des producteurs d'engrais atteint 15 Mds Tk depuis l'augmentation de 260% de leur prix du gaz décidé pour juin 2022 par la Bangladesh Energy Regulatory Commission.

En conséquence, ces arriérés de paiement limitent la capacité de Petrobangla d'acquérir du GNL produit localement ou importer sur le marché spot. La dette de Petrobangla vis-à-vis de Chevron, principal producteur de gaz naturel onshore du pays, atteindrait environ 250 MUSD. Plusieurs énergéticiens ayant vendu du GNL sur

marché spot sont dans une situation similaire, dont TotalEnergies.

Le ministère de l'alimentation achète 300.000 tonnes de blé à la Russie

Le Gouvernement du Bangladesh vient d'annoncer l'achat de 300.000 tonnes de blé à la Russie via un accord entre les deux gouvernements, pour un montant d'environ 305 USD/t. Il importe du blé pour son propre compte au travers de son ministère de l'alimentation. Les commandes publiques, envisagées à 650.000 tonnes en 2023-24, s'effectuent de deux sortes : des appels d'offres internationaux (150.000t) et des accords intergouvernementaux (450.000t).

D'après les prévisions du Département de l'Agriculture américain, les importations de blé vers le Bangladesh devraient atteindre 6 M tonnes sur l'année budgétaire 2023-24 (juillet-juin), en hausse par rapport aux 5 M tonnes pour 2022-23, année où les prix élevés et l'approvisionnement plus compliqué ont limité les importations, mais en deçà des 6,3 M tonnes en 2021-22. L'émergence d'une classe moyenne et le changement des habitudes alimentaires poussent la demande tendancielle vers la hausse. Ce marché représentait 2,1 Mds USD d'importations en 2021-22, principalement en provenance du voisin indien (1,3 Md USD pour environ 2,6 millions de tonnes) mais aussi d'autres pays plus éloignés tels que le Canada (274 MUSD), l'Ukraine (179 MUSD), l'Australie (158 MUSD). Par ailleurs, les exportations de blé français vers le Bangladesh se sont interrompues en 2016 après avoir atteint 33 MUSD en 2014-15 et 17 MUSD en 2015-16.

Les importations sont réalisées à 85% par le secteur privé (3,45 M tonnes en 2021-22) avec un nombre limité d'acteurs (City Group, Meghna Group of Industries, Bashundhara Group, TK Group, BSM Group, Abul Khair Group, Akij Group pour les plus importants).

Plusieurs pays évoquent une prolongation de l'accès sans droits de douane à leur marché

L'Australie, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France ont récemment fait des annonces, officielles ou non, au sujet de l'accès sans droits

de douane pour les produits en provenance du Bangladesh, alors que le Bangladesh se prépare à la sortie de la catégorie des pays les moins avancés (PMA) en 2026.

Ainsi, fin juillet 2023, l'Assistant Trade Minister australien a confirmé aux autorités bangladaises que la sortie du statut de PMA n'aura aucun impact sur l'accès de leur pays au système préférentiel.

Alors que le Bangladesh a perdu l'accès au Système des Préférences Généralisées (SPG) américain depuis la catastrophe du Rana Plaza en 2013, le retour du SPG pour le Bangladesh aurait été évoqué lors du septième dialogue économique bilatéral tenu le 20 septembre. Le nouveau cadre SPG est en cours de révision au Sénat américain. Malgré des droits de douane de près de 15% pour le prêt-à-porter, les Etats-Unis sont le premier marché de cette filière avec 8,5 Mds USD d'exportations en 2022-23.

Le Royaume-Uni, qui a lancé en juin dernier son nouveau UK Developing Countries Trading Scheme (DCTS) en remplacement du SPG européen, a récemment publié une étude révélant que le Bangladesh économiserait jusqu'à 315 M GBP s'il bénéficiait du DCTS à partir de 2029. Dans le cadre du DCTS, le Bangladesh passera automatiquement au niveau des préférences renforcées en 2029, ce qui lui permettra d'accéder à un accès sans droits de douane pour 98 % de ses exportations vers le Royaume-Uni, y compris le prêt-à-porter.

Le sujet a également été évoqué lors de la visite du Président de la République à Dhaka début septembre. La déclaration conjointe affirme que « la France salue l'adoption du plan d'action national sur le secteur du travail du Bangladesh (2021-2026) et souligne l'importance de sa mise en œuvre et de la diversification de l'économie du Bangladesh afin de faciliter une transition harmonieuse et durable dans le cadre du système de préférences généralisées de l'Union européenne ».

Bhoutan

Le secteur privé, axe prioritaire du développement du Bhoutan

Dans un récent rapport de la Banque asiatique de développement (BAsD), les experts affirment que le Bhoutan doit promouvoir davantage la croissance du secteur privé pour espérer atteindre son objectif d'atteindre un PIB de 10 Mds USD d'ici 2034 contre 2,6 Mds USD aujourd'hui.

En effet, le secteur privé est confronté à d'importants défis en matière de réglementation et un accès limité au financement. En l'absence d'un environnement favorable, les entreprises peinent à se développer, entravant ainsi le développement du pays. Par ailleurs, l'émigration des Bhoutanais pour des raisons économiques souligne l'urgence de donner au secteur privé les moyens de créer des emplois aux jeunes travailleurs. De fait, la BAsD propose plusieurs axes de réformes, notamment la réduction des charges réglementaires, le renforcement des capacités institutionnelles, l'encouragement des partenariats public-privé, la privatisation des entreprises publiques et l'investissement dans le développement des compétences et de l'innovation. En outre, la simplification des procédures administratives et la numérisation dans le cadre de l'initiative publique "Government to Citizen" pourront participer à l'amélioration du climat des affaires et de l'investissement.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Légère baisse de l'inflation en août

L'inflation de détail, mesurée par l'Indice des Prix à la Consommation (IPC), a baissé en Inde au mois d'août atteignant 6,83 % contre 7,44 % en juillet. Cette baisse s'explique par la modération

des prix des légumes, selon les données de l'Office national des statistiques (ONS).

Ainsi, la hausse, en glissement annuel, des prix des huiles et des graisses a atteint 15,3 % en août contre 16,8 % le mois précédent. Celle des prix des céréales est restée à deux chiffres, à 11,6 % en août, contre 13 % en juillet. L'inflation du lait et des produits laitiers s'est élevée à 7,7 %, contre une hausse de 8,34 % le mois précédent.

Le taux record de 7,44% du mois de juillet était le résultat de la hausse des prix des denrées alimentaires, en particulier des légumes. En effet, l'indice des prix à la consommation des produits alimentaires a atteint 11,51 % en juillet.

Cependant, malgré ce ralentissement, l'inflation est restée pour le quatrième mois consécutif en dehors du seuil de tolérance de la Reserve Bank of India (RBI) - compris entre 2 et 6 % - et pour la septième fois depuis juillet 2022. En perspectives, la banque centrale anticipe un taux d'inflation de 5,4 % pour 2023-24.

Malgré cette baisse encourageante, les spécialistes restent prudents, "Nous nous attendons à ce que le Comité de Politique Monétaire maintienne son statu quo en octobre 2023, tout en continuant à faire preuve de prudence compte tenu des aléas sur l'inflation des denrées alimentaires et dans et dans un contexte de prix élevés du pétrole brut", a déclaré Aditi Nayar, économiste en chef, responsable de la recherche et de la sensibilisation, ICRA Ltd.

Rapport de la RBI : l'économie indienne se renforce

Selon un rapport de la RBI paru le 18 septembre, l'économie se renforce, et ce malgré les perspectives orientées à la baisse au niveau mondial. L'inflation devrait baisser en septembre dans la continuité des améliorations du mois d'août. Conformément aux prévisions de la RBI, la croissance du PIB réel pour le premier trimestre 2023-24 a été de 7,8 % en glissement annuel. Selon la RBI, « cette croissance a été tirée par les moteurs domestiques - la consommation privée et l'investissement fixe - qui ont compensé l'effet négatif des exportations nettes ».

Cependant, le rapport signale toutefois « un nouveau risque pour la stabilité financière mondiale » qui provient du marché des matières premières. Les prix du pétrole brut se situent au-dessus de 90 dollars le baril, atteignant des sommets en dix mois, en raison de l'extension par l'Arabie saoudite et la Russie des réductions volontaires de la production jusqu'à la fin de 2023.

Concernant l'inflation, le rapport pointe que « l'inflation de détail en Inde, qui a ralenti en août par rapport au pic du mois précédent, devrait continuer à baisser en septembre, liée à la baisse du prix des légumes. Le rapport de la RBI mentionne que « comme dans le cas de la hausse, le reflux a été entraîné par un renversement des prix des légumes ». L'inflation globale, mesurée par les variations en glissement annuel de l'indice des prix à la consommation (IPC), a ralenti, à 6,8 % en août, contre 7,4 % en juillet.

La RBI note aussi que l'évolution de l'inflation sera un indicateur clé. En effet, étant donné que le marché de la consommation indien devrait devenir le troisième plus grand au monde d'ici 2027, et la consommation étant un des facteurs de croissance principaux, il convient de regarder de très près les indices liés à l'inflation.

Enfin, le rapport salue le succès du sommet G20 : « la déclaration du G20 a marqué l'ascension de l'Inde sur la scène mondiale. Le monde s'est levé et a applaudi la transformation de l'Inde en un leader, sa diversité culturelle et géographique, et l'intégration de ses priorités nationales dans les objectifs objectifs mondiaux. »

Politique commerciale

Solaire : l'Inde veut son indépendance

L'Inde tente de se débarrasser de sa dépendance à l'égard des de la production solaire et de renforcer ses capacités locales de fabrication. En effet, les importations indiennes de modules solaires en provenance de Chine ont diminué de près de 80 %, soit de 2 Mds USD, au cours du premier semestre 2023, selon les chiffres des exportations chinoises.

Alors que l'Inde tente de se débarrasser de sa dépendance à l'égard des exportations et de renforcer ses capacités de fabrication nationales, les importations totales de modules solaires ont diminué de 76 % pour atteindre 2,3 GW entre janvier et juin 2023, contre 9,8 GW au cours d'une période similaire il y a un an. Ces chiffres s'expliquent par les droits de douane de 40 % sur les modules solaires imposés par le gouvernement, qui sont entrés en vigueur en avril de l'année dernière.

"L'Inde vise à augmenter sa capacité de production à 110 GW/an d'ici 2026", a déclaré Ember, soulignant que l'Inde reste le deuxième plus grand importateur de cellules solaires en provenance de Chine. Avant ces mesures douanières, l'Inde représentait 17 % des exportations totales de cellules solaires de la Chine, juste derrière la Turquie, à 33 %.

Selon les derniers chiffres de l'Agence internationale de l'énergie, l'Inde ne devrait ajouter que 15 GW à sa capacité de production de cellules solaires au cours des deux prochaines années. Le pays prévoit une capacité installée de 500 GW d'énergie renouvelable d'ici 2030, dont 280 GW d'énergie solaire.

Maldives

La compagnie aérienne nationale des Maldives, Maldivian Airlines, et la société ATR, ont signé une commande ferme de deux ATR 42-600

Ces nouveaux avions rejoindront la flotte régionale existante de la compagnie, qui comprend déjà deux ATR 72-600 livrés en janvier 2023 et un ATR 42-600, en remplacement des turbopropulseurs d'ancienne génération, DeHavilland Dash 8. Avec ce renouvellement de la flotte de Maldivian, l'objectif du gouvernement est d'améliorer la connectivité en offrant un mode de transport fiable et abordable aux communautés et entreprises de l'archipel, tout en réduisant les émissions de CO₂. Maldivian souhaite également accompagner la forte croissance du tourisme dans l'archipel notamment dans les atolls éloignés de la capitale où se réalisent les nouveaux développements

aéroportuaires et hôteliers. Sur les sept premiers mois de l'année, le nombre d'arrivées de touristes étrangers a augmenté de 14% et le nombre de nuitées de 7%.

Népal

État des lieux macroéconomique pour le premier mois de l'année budgétaire en cours

Dans un rapport macroéconomique publié par la Banque centrale népalaise, Nepal Rastra Bank (NRB), les transferts de migrants ont enregistré pour le premier mois de l'année budgétaire en cours une augmentation de 25,8 % (en g.a.) pour atteindre un montant de 872 MUSD. Par ailleurs, la Banque centrale a déclaré que le nombre de travailleurs népalais ayant obtenu l'autorisation de travailler à l'étranger s'élève à 39 152 au cours du premier mois, soit une baisse de 12,1 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Toujours selon la NRB, l'inflation des prix à la consommation s'améliore légèrement et s'élève désormais 7,52 % en g.a. à la mi-août, contre 8,26 % il y a un an, menée par l'inflation alimentaire, qui s'est élevée à 8,95% tandis que l'inflation des produits non-alimentaires et des services a cru à un rythme de 6,42% sur la période sous revue.

En outre, en lien avec le ralentissement de la demande mondiale, les exportations du pays ont diminué de 8,7% (en g.a.) pour atteindre 101 MUSD, contre une baisse de 28,7% au cours de la même période l'année précédente. Les exportations vers l'Inde ont chuté de 20,8% (en g.a.) tandis que les exportations vers la Chine et le reste du monde ont enregistré une augmentation respective de 527,2% et 15,4%. Sur la période sous revue, les importations du pays ont diminué de 1,6% et s'établissent à 974 MUSD. Les importations en provenance de l'Inde et de la Chine ont augmenté de 3,3% et de 17% en glissement annuel, tandis que les importations en provenance d'autres pays ont diminué de 23,1%.

Pakistan

Revue à la baisse des prévisions de croissance du Pakistan pour 2023/2024 par la Banque Asiatique de Développement (BASD)

Dans la dernière édition du Asian Development Outlook (ADO) publié cette semaine, la Banque asiatique a révisé à 1,9% les prévisions de croissance du Pakistan pour l'année budgétaire en cours, contre 2% en avril dernier en raison d'un resserrement monétaire et budgétaire qui vient contraindre la demande et d'une inflation qui se maintient à des niveaux élevés (la BASD table sur une inflation annuelle à +25% pour l'année budgétaire en cours).

La BASD continue de se baser sur les chiffres provisoires pakistanais de la croissance en 2022/2023 (+0,29%), les données définitives, qui seront publiées par les autorités pakistanaises au début novembre 2023, devraient se situer entre 0% et -0,5% (de son côté, la Banque mondiale maintient son estimation de -0,6%).

La BASD estime que les risques sur la croissance persistent, notamment en raison de chocs sur les prix mondiaux et d'un ralentissement de la croissance mondiale. L'adhésion du Pakistan au programme d'ajustement en cours avec le FMI (accord de confirmation de 3 Mds USD qui couvre la période juillet 2023-avril 2024) sera cruciale pour restaurer la stabilité et permettre la reprise progressive de la croissance. La mise en œuvre du programme d'ajustement et la tenue des élections devraient restaurer la confiance, tandis que la levée des restrictions aux importations devrait favoriser l'investissement.

Selon le Systemic Risk Survey (SRS) de la Banque centrale (SBP- State Bank of Pakistan), les indicateurs bancaires s'améliorent

D'après ce document, le produit net bancaire pakistanais a augmenté de 14,0 % au cours du premier semestre de l'année 2023. L'augmentation des actifs du secteur étant à 80% lié aux investissements dans les titres gouvernementaux, les prêts au secteur privé se sont contractés.

Les indicateurs de qualité des actifs se sont améliorés :

- le ratio des prêts non productifs nets par rapport aux prêts a été ramené à 0,45 % à la fin du mois de juin 23 (0,68 % en juin 22),
- le rendement des actifs a atteint 1,5 % au premier semestre de l'année 2023 (1,0 % pour l'année 2022).
- l'augmentation des bénéfices a contribué à améliorer le ratio d'adéquation des fonds propres (CAR) du secteur bancaire à 17,8 % à la fin juin 2023 (contre 17,0 % à la fin décembre 2022).

Le SRS indique que la performance opérationnelle du secteur bancaire devrait rester ferme au cours des prochains mois malgré (i) l'impact de la hausse des taux d'intérêt (le taux directeur s'établit actuellement à +22%) qui continuera à se répercuter sur les rendements des actifs productifs dans les mois à venir ; (ii) le risque de change et l'augmentation de l'inflation intérieure qui pourraient peser sur les banques et le système financier dans son ensemble et (iii) les incertitudes politiques.

Cependant, selon la SBP, les derniers tests de résistance macroéconomique font apparaître que le secteur bancaire, en général, et les grandes banques d'importance systémique en particulier, devraient continuer à faire preuve de résilience pour résister à des chocs macroéconomiques au cours des deux prochaines années.

L'indice LSMI des grandes industries manufacturières en voie de rétablissement

La production de LSMI avait diminué de 10,26 % au cours de l'exercice 2022-23 par rapport à la même période de 2021-22 [données publiées par le Bureau des statistiques du Pakistan (PBS)].

La production des grandes industries manufacturières (LSMI) a enregistré une baisse de (seulement) 3,62% en g.a. en juillet 2023, contre 14,96% en juin 2023 et 13,98% en mai 2023.

La moindre dégradation de l'indice LSMI serait notamment liée à la reprise de la production automobile et d'équipements électroniques liée

à l'autorisation systématique des autorisations de lettre de crédit donnée par la SBP aux banques commerciales.

La privatisation d'une partie du capital de la PIA - Pakistan International Airlines - ne devrait pas voir le jour avant plusieurs mois

La Commission de privatisation a refusé le 16 septembre de débloquer des fonds publics supplémentaires pour que la PIA puisse payer certains de ses fournisseurs (notamment les fournitures en kérozène et certaines pièces de rechange d'aéronefs). De ce fait, le Premier ministre par intérim a annoncé qu'il convenait d'accélérer le processus de privatisation de la PIA. Il a chargé le 19 septembre-lors d'une réunion ad hoc sur la situation de la PIA - le nouveau ministre fédéral de la privatisation, Fawad Hasan Fawad de mener cette opération sans indiquer un calendrier précis. A ce stade de la réflexion du gouvernement, 40% du capital de la nouvelle PIA seraient portés par une compagnie aérienne étrangère en échange d'une injection de capital suffisante pour organiser un sursaut de la PIA.

A cette réunion, le général de l'armée de l'air M. Farhat Hussain Khan, Conseiller intérimaire du Premier ministre pour l'aviation, s'est en revanche inscrit en faux contre toute précipitation sur ce dossier. Il a tout d'abord remercié l'administration fiscale (le FBR) d'avoir débloqué au début du mois de septembre les comptes de la PIA (la PIA ayant un important impayé vis-à-vis de la FBR), il a annoncé que la PIA avait obtenu des prêts de deux banques privées pakistanaises à hauteur de 18 Mds PKR (61 M USD), ces deux avancées devant permettre à la PIA de faire voler 12 de ses aéronefs.

Aux participants de la réunion, il a indiqué que les seules restructurations (la dette de la PIA s'établit à 1,63 Mds USD, la PIA consacre 10,6 Mds PKR par mois, soit la moitié de son budget mensuel au service de sa dette) et assainissement du capital de la PIA prendraient encore entre huit et dix mois. Le projet qu'il porte consiste à mettre sur place une structure de défaisance qui allégera les finances de la nouvelle PIA en partie privatisée.

Un conseiller de la ministre des finances par intérim a indiqué pour sa part que la PIA détenait 78% de la part de marché du transport aérien au Pakistan, ce marché représentant 3 Mds USD et que dans une période de faibles réserves en devises, il était préférable d'éviter le dépôt de bilan de la PIA afin que les devises des sociétés qui viendraient se substituer à la compagnie nationale ne soient transférées dans leurs pays d'origine.

Lors de la réunion du 19 septembre, un certain nombre d'irrégularités ont été dénoncées, comme le fait qu'alors que la PIA a cessé ses opérations sur le Royaume Uni, un directeur pays de la PIA avait été payé alors que la compagnie aérienne n'opère plus entre le Royaume-Uni et le Pakistan depuis l'été 2020.

Les importations contenues grâce aux bons résultats de la récolte de coton

Selon la « Pakistan Cotton Ginners Association (PCGA) », avec 3,93 millions de balles au cours des deux premiers mois de l'année budgétaire, la production de coton pakistanaise a augmenté de 80 % en g.a. Cette très bonne récolte permettra de réduire de manière significative les importations du pays et de réduire le déficit courant.

Sri Lanka

L'indice PMI manufacturier a enregistré une valeur de 49,3 en août 2023, se rapprochant ainsi du seuil de neutralité

Selon les autorités sri lankaises cela indique des signes de reprise de l'activité manufacturière par rapport aux mois précédents. Si l'on considère les sous-indices, les nouvelles commandes et les délais de livraison des fournisseurs ont augmenté au cours du mois, tandis que la production et l'emploi sont restés contractés. L'augmentation globale des nouvelles commandes est principalement le fait du secteur agro-alimentaire, induite par la baisse continue des prix de détail. Le recul continu de la production industrielle est principalement le fait du secteur

de la fabrication de textiles et de vêtements en raison de la faiblesse persistante de la demande mondiale.

L'indice PMI des services a enregistré pour sa part une valeur de 57,6 en août 2023, ce qui indique une poursuite de l'expansion de l'activité dans ce secteur.— Les créations d'entreprises ont augmenté en août 2023 par rapport à juillet 2023, notamment grâce aux hausses observées dans les services financiers, le commerce de gros et de détail, les services professionnels et d'éducation. L'activité a continué à se développer en août en particulier dans l'hôtellerie et la restauration en lien avec la hausse des arrivées de touristes étrangers mais également grâce à l'amélioration du tourisme intérieur. Le sous-secteur des services financiers a également enregistré une hausse de la demande de crédit dans un contexte de baisse des taux d'intérêt.

[Fitch Ratings a abaissé la note de la dette sri lankaise en monnaie locale à long terme de "C" à "RD" \(Restricted Default\)](#)

La notation des obligations à long terme en devises étrangères a été confirmée à "RD". L'abaissement de la note de la dette à long terme en monnaie locale du Sri Lanka s'explique par la mise en œuvre de la restructuration de la dette domestique par le gouvernement et la banque centrale. Lancée en juillet 2023, elle prévoit, entre-autres, la conversion des obligations détenues par les fonds de pension en de nouveaux titres avec un rendement inférieur et une maturité allongée. Les obligations éligibles pour lesquelles des offres ont été reçues et acceptées ont été échangées contre 12 nouveaux instruments de taille égale et de même montant en principal, arrivant à échéance entre 2027 et 2038. Selon Fitch, l'échange d'obligations constitue un échange de dette en difficulté selon les critères de l'agence. En effet, selon Fitch, d'une part, l'extension de l'échéance représente une dégradation par rapport aux conditions contractuelles initiales, et d'autre part, l'échange est nécessaire pour éviter un défaut de paiement. La restructuration comprend également la conversion des bons du Trésor

(maturité de moins d'un an) détenus par la Banque centrale du Sri Lanka en obligations du Trésor (maturité à plus d'un an), qui n'a pas encore été réalisée.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Stable	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international